arbido

2014/3 Patrimoine culturel économique – mémoire collective

Christeller Laurent, responsable des archives historiques, Pictet & Cie SA

La sauvegarde des archives d'entreprises en Suisse: état des lieux

La valeur patrimoniale des archives d'entreprises en Suisse est sur la voie d'une reconnaissance de plus en plus affirmée par toute une série d'acteurs privés et publics. Si la communauté archivistique soulève la problématique depuis de nombreuses années (La création du groupe de travail «Archives d'entreprises privées» de l'Association des archivistes suisses date de 1994. Signalons également la publication en 2006 d'une compilation d'articles professionnels sur la dimension patrimoniale des archives d'entreprises: UNTERNEHMENSARCHIVE – ein Kulturgut? Hrsg. Vom Schweiz. Wirtschaftsarchiv und vom Verein Schweizerischer Archivarinnen und Archivare, Beiträge zur Arbeitstagung Unternehmensarchive und Unternehmensgeschichte, Baden, 2006.), il convient de citer les entreprises elles-mêmes qui, lorsqu'elles en ont les moyens et la sensibilité, engagent parfois un archiviste professionnel chargé de la gestion des archives historiques.

Il s'agit en général d'entreprises de grande taille, souvent à tradition familiale et conscientes de leur patrimoine. Mais aujourd'hui, ce sont surtout les services d'archives publiques, et ce à tous les niveaux administratifs (Confédération, mais principalement cantons et communes) qui sont les acteurs essentiels de la sauvegarde des archives d'entreprises. Sans oublier les institutions spécialisées publiques telles que les Archives économiques suisses (*Schweizerisches Wirtschaftsarchiv*), ou encore les initiatives privées comme la Fondation des archives hôtelières ou les Archives économiques glaronnaises (*Glarner Wirtschaftscharchiv*).

Malgré cette prise de conscience, notre pays souffre d'un déficit important en termes de conservation, d'accès et de communication de ces archives d'entreprises privées. Dans cet article, nous présentons l'état de la situation helvétique à travers une rapide description du paysage économique du pays et son impact sur la sauvegarde des archives d'entreprises, ainsi qu'en détaillant les lacunes en termes de conservation de fonds d'archives.

Bref aperçu du paysage économique et industriel de la Suisse

L’industrie suisse est en majeure partie composée de petites et moyennes entreprises (PME). Le recensement des entreprises 2008 par la Confédération nous révèle en effet que sur 312 861 entreprises marchandes des secteurs secondaires et tertiaires, seules 1154 employaient plus de 250 personnes et pouvaient donc être considérées comme des structures de grande taille (ce qui correspond cependant à 33,4% de la population active) [1]. Plus de 99% des entreprises suisses sont des PME, et 87% sont des microentreprises qui comptent moins de dix emplois[2]. Bien évidemment, la densité de l’industrie varie selon les cantons. A Zurich, on comptait en 2008 11 383 établissements du secteur secondaire, alors qu’Uri en comptait 324 [3]. Depuis la fin des années 1960, la Suisse, comme l’ensemble des économies les plus développées, est entrée dans un profond processus de désindustrialisation et de restructuration de son activité vers le secteur tertiaire. De 1964 à 2003, la part d’actifs dans le secteur industriel est passée de 49% à 23%[4]. Aujourd’hui, deux tiers de la population active travaillent dans le secteur des services.

Quelles conséquences peut-on tirer de cette conjoncture particulière pour les archives d’entreprises?

Cette variété caractéristique de notre tissu économique explique notamment pourquoi peu d’entreprises suisses possèdent l’infrastructure administrative suffisamment étoffée pour assurer un service d’archivage et de documentation professionnel de qualité [5]. En effet, ce sont généralement les très grandes entreprises qui ont les moyens financiers et éprouvent le besoin d’engager des professionnels des archives, parfois pour des raisons évidentes d’organisation documentaire, mais aussi pour envisager le rôle culturel de leurs archives.

Concernant les PME, elles sont dynamiques mais particulièrement sensibles à la féroce concurrence internationale, à l’instabilité monétaire et aux changements accélérés des technologies et des marchés. Vouées à une rapide disparition ou à de multiples fusions et acquisitions[6], leurs archives sont souvent considérées par la nouvelle direction comme un obstacle au développement et à leur rénovation permanente nécessaire. Lors des procédures de faillite, les archives sont dans le meilleur cas saisies par l’Etat, mais dans la plupart des cas détruites. De plus une entreprise, quelle que soit sa taille, est avant tout orientée vers ses clients, ses produits et ses marchés, souvent en perpétuelle évolution. L’idée de gestion dans la continuité propre à l’Etat y est beaucoup moins centrale.

A ces difficultés structurelles et conjoncturelles s'ajoutent des difficultés d'ordre politique ou culturel. Le fédéralisme d'abord, valeur constitutive de notre pays, ne favorise pas une conservation systématique et organisée des archives d'entreprises sur une base nationale, en divisant la documentation, les lois et les projets de collecte sur 26 cantons.
De plus, il ne faut pas négliger l'importance de l'esprit libéral caractéristique des élites helvétiques. Le corollaire du libéralisme étant le respect absolu de la chose privée, cela signifie que l'Etat n'a pas à se mêler des affaires des entreprises.

Cela explique également en grande partie la quasi-absence de législation concernant les archives privées[7], la plupart des archives d'entreprises demeurant donc «hors-la-loi» au sens littéral[8]. L'importance donnée à la propriété privée n'est évidemment pas mauvaise en soi et contribue d'ailleurs en grande partie à la prospérité du pays. Mais il s'agit de préciser que cela ne favorise pas la discussion relative à une reconnaissance patrimoniale par la loi des archives d'entreprises.

Enfin le monde de l'entreprise est marqué par une culture de la discrétion pour des raisons liées à la concurrence, à la production industrielle ou encore au secret professionnel, rendant peu évidente pour une firme la communicabilité de ses archives, et le mouvement de transparence que vit actuellement l'économie ne semble pas influencer cette réflexion [9].

Fonds d'archives conservés: situation et lacunes

Le portail arCHeco, malgré quelques limites[10], est un outil indispensable pour tout historien qui s'intéresse à l'histoire des entreprises suisses. Il recense à ce jour [11] presque 1700 fonds d'archives, dont plus de 900 fonds provenant directement d'entreprises. L'archiviste Martin Lüpold a récemment mis en perspective ces fonds conservés avec l'histoire économique de la Suisse, en prenant notamment en compte le développement des secteurs économiques et des différentes branches d'activité selon les périodes et selon les régions. Cette analyse lui a permis de brosser un portrait de la situation assez précis et de mettre en évidence un certain nombre de lacunes[12].

Quelques constats généraux…

Le premier constat est que les firmes issues du secteur primaire ne sont quasiment pas représentées sur arCHeco, alors que le secteur tertiaire est le plus présent, suivi de près par le secteur secondaire. Pour les entreprises de services, des branches comme la banque, le commerce, l'assurance et les transports sont représentées en grand nombre, voire surreprésentées. Pour l'industrie, ce sont les fonds d'archives provenant des firmes du textile, des machines-outils, de la métallurgie et de toutes les branches qui se sont développées durant la première révolution industrielle qui sont le mieux sauvegardés. Egalement bien représentés sur le portail: plusieurs domaines comme le commerce de détail, l'hôtellerie ou encore les arts graphiques. Les archives provenant des industries à forte concentration en raison de fusions ou d'acquisitions sont présentes en grand nombre, alors que les secteurs qui ont subi des crises (par exemple l'industrie textile durant l'entre-deux-guerres) sont sous-représentés dans la base de données.

… et des lacunes

Cependant, même pour un secteur d'activité très représenté comme le commerce, les grandes enseignes contemporaines (Coop, Migros, Aldi, Denner) sont totalement absentes du portail[13]. Certaines branches présentent de plus importantes lacunes: la construction, certaines entreprises de services dans les domaines de l'informatique, des technologies de l'information, ou encore les sociétés d'audit et de révision. Des industries comme la biotechnologie, l'ingénierie médicale, le tabac, ainsi que l'aviation et les télécommunications, sont également sous-représentées par rapport à leur importance historique pour la Suisse ou pour certaines régions[14]. Pour de nombreuses branches (l'industrie du divertissement, l'électronique, l'industrie des matières plastiques, ou les ateliers de réparation) la situation pourrait être considérablement améliorée car seuls un ou deux fonds d'archives sont conservés et accessibles, ce qui ne permet pas une représentativité minimum de l'histoire de cette activité économique.

En règle générale, les fonds provenant d'entreprises les plus modernes (créées ces trente dernières années) sont très lacunaires (par exemple le secteur informatique). Si ce n'est pas étonnant qu'il y ait peu de fonds d'archives historiques de firmes aussi «jeunes», la communauté archivistique est devant le défi de sécuriser ces archives qu'elle a moins l'habitude de traiter. Certains fonds de grandes entreprises suisses (entre autres Swissmetal Dornach, Swissair, Erb Gruppe, Von Roll) ainsi que les archives des associations liées au monde de l'économie présentent également de grosses lacunes en termes de conservation et de communicabilité.

Une stratégie pour l'avenir

Nous l'avons vu, le contexte structurel et culturel du tissu économique helvétique ne favorise pas forcément les décideurs à s'intéresser à la valeur historique de leurs archives, et encore moins à en favoriser leur communicabilité. Même si on assiste à une véritable prise de conscience de l'importance de l'histoire économique et de l'étude de l'histoire des firmes, il existe encore de nombreuses lacunes dans la conservation et la communication des fonds d'archives d'entreprises. Grâce au portail arCHeco, nous pouvons aujourd'hui brosser un portrait plus ou moins précis de l'état de la situation. Mis en relation avec l'histoire économique suisse, ce tableau permet à la communauté archivistique de constater où sont ces lacunes et d'établir une stratégie pour l'avenir[15].

1 www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/06/02/blank/key/01/groesse.html (tous les liens ont été consultés en juillet 2014).

2 www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/06/01/pan.html.

3 Tous les chiffres sur les entreprises proviennent du document suivant: Recensement des entreprises 2008, Structure économique, Agriculture, Industrie, Services, Suisse, Grandes régions, Cantons, Etablissements, emplois, Neuchâtel, Office fédéral de la statistique, 2009, p. 6.

4 Zürcher, B., «La désindustrialisation nous appauvrit-elle?», La vie économique, n°5 (2005), p. 51.

5 Jean-Marc Barrelet le remarquait déjà en 1997 dans son article «La sauvegarde des archives d'entreprises privées», Revue suisse d'Histoire, vol. 47, n°3, p. 355.

6 Les PME sont en effet sujettes à un fort taux de faillite. Selon les chiffres officiels, une entreprise sur deux créées en 2003 a disparu cinq ans après sa création. www.kmu.admin.ch/aktuell/00305/03933/03969/index.html?lang=fr.

7 Lire à ce sujet Bergier, J.-F., «L'histoire de l'industrie en Suisse, difficultés d'approche») in: Histoire économique de la Suisse, Lausanne, 1984, pp. 115–118.

8 Dessolin-Baumann, S., «L'archiviste d'entreprise: portrait d'un homme nouveau», La Gazette des archives, n° 154, Paris, 1991, p. 156.

9 Christeller, L., «L'accès aux archives d'entreprises en Suisse: Conserver et communiquer un patrimoine entre secret et transparence», in: Informationswissenschaft: Theorie, Methode und Praxis = Sciences de l'information: théorie, méthode et pratique: travaux du/ Arbeiten aus dem Master of Advanced Studies in Archival, Library and Information Science, 2008–2010 / Coutaz, G., Knoch-Mund, G., Toebak, P. Baden, 2012, pp. 87–104.

10 www.archeco.info/fr/. Lenombre de fonds recensés permet à peine de dresser un portrait fidèle de la situation des archives issues du monde économique. Il convient aussi de pondérer ce nombre par la qualité des fonds conservés.

11 Juillet 2014.

12 Lüpold, M., Ein Documentationsprofil für Wirtschaftsarchive in der Schweiz, Masterarbeit MAS-ALIS, 2012. Nous résumons ici quelques conclusions générales du travail de Martin Lüpold. La situation est bien évidemment très variable selon les cantons.

13 Lüpold, p. 12.
14 Lüpold, p. 59.
15 Lire à ce sujet l'article d'Irene Amstutz Überlieferungssituation der Wirtschaftsarchive in der Schweiz: ein Modell zur Sicherung, dans ce même numéro d'arbido.

Laurent Christeller

Responsable des archives historiques et chef adjoint du service de records management de Pictet & Cie SA. Egalement en charge de la Fondation des archives de la famille Pictet à Genève. Diplômé en archivistique des Universités de Berne et Lausanne. Membre du groupe de travail des archives d'entreprises privées de l'AAS et du comité de pilotage du Forum des archivistes genevois.

Résumé

Deutsch
Obwohl die Bedeutung von Archiven der Wirtschaft für die Geschichtsschreibung der Schweiz anerkannt ist, leidet unser Land an einem bedeutenden Defizit bei der Erhaltung, dem Zugang und der Vermittlung solcher Archivbestände, das seine strukturellen und kulturellen Gründe hat. Das Portal arCHeco, das von der Arbeitsgruppe Archive der privaten Wirtschaft des VSA geschaffen worden ist und das die Archivbestände von bestehenden Unternehmen verzeichnet, erweist sich als ein unverzichtbares Werkzeug, um diesen besonderen Zusammenhang zu analysieren. Es zeigt die sehr widersprüchliche Schweizer Situation auf, in der einzelne Wirtschaftsbranchen überrepräsentiert sind, während andere Branchen je nach Zeitepoche und Region untervertreten sind.